



Conseil économique et social

Distr. limitée
1^{er} juillet 2008
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante-huitième session

9 juin-3 juillet 2008

Point 8 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante-huitième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Stefania **Rosini** (Italie)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2010-2011

[Point 3 b)]

Programme 19

Droits de l'homme

1. À sa 10^e séance, le 17 juin 2008, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 19 (Droits de l'homme) du projet de plan-programme biennal [A/63/6 (Prog. 19)].

2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

Examen de la question

3. Les membres du Comité ont approuvé le programme 19 (Droits de l'homme) du projet de plan-programme biennal et exprimé leur appui à la mise en œuvre de la réforme des droits de l'homme demandée dans le Document final du Sommet mondial de 2005 ainsi qu'à l'indépendance du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. On s'est félicité des activités menées au titre du programme pour aider les États à respecter les droits de l'homme.



4. Certains ont estimé que les objectifs du programme énoncés dans le projet de plan-programme biennal pour la période 2010-2011 ne pourraient vraisemblablement pas être atteints avant la fin de la période de deux ans. D'autres ont dit que divers aspects du plan-programme ne prenaient pas en compte d'importants éléments des plans-programmes biennaux actuel et précédents. Certains ont souligné que les textes portant autorisation du programme étaient nombreux et devaient inspirer l'élaboration du plan-programme biennal, tandis que d'autres ont indiqué que certains aspects du plan-programme biennal, comme la démarche axée sur les droits fondamentaux, n'avaient pas reçu l'approbation des organes intergouvernementaux.

5. On a salué la mention de l'appui qui serait apporté au mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. Certains ont estimé que le descriptif de programme confirmait le bien-fondé de l'établissement, deux années auparavant, du Conseil des droits de l'homme, qui avait affermi sa position au sein du système des Nations Unies et contribuait à l'efficacité de celui-ci, mais devait s'attacher à s'impliquer davantage dans le monde. D'autres ont dit qu'il faudrait évoquer dans le plan-programme la suite donnée à la Conférence d'examen de Durban.

6. Des questions ont été posées concernant les mesures en place pour remédier au déséquilibre de la répartition géographique des administrateurs et du personnel de rang supérieur au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui sont évoquées dans le rapport du Corps commun d'inspection (JIU/REP/2007/8). Des renseignements ont également été demandés au sujet des mesures prises par le Haut-Commissariat pour renforcer la diversité géographique en son sein et élargir sa présence sur le terrain.

7. Des questions ont porté sur les mécanismes permettant de faire participer les États Membres à l'examen du projet de programme de travail, et sur les ressources budgétaires connexes requises au titre des activités relatives aux droits de l'homme menées conformément aux priorités établies par le Conseil des droits de l'homme.

8. On a souligné que si certains des indicateurs de succès du programme 19 reposaient sur des mesures quantitatives, ils devraient toutefois aussi comprendre des mesures qualitatives. Il a été indiqué qu'apparemment, plusieurs indicateurs de succès mesuraient les activités des États Membres, alors que la première tâche à mener à bien était l'évaluation du travail du Haut-Commissariat et de l'assistance qu'il prêtait aux États Membres.

9. Certains ont jugé que l'objectif du sous-programme 1 A (Intégration des droits de l'homme) était vague et devait être reformulé conformément au plan-programme biennal pour la période 2008-2009. On a salué l'intégration d'une « dimension sexospécifique » dans l'objectif du sous-programme 1 A, mais on a aussi indiqué que les questions de ce type devaient être reprises dans les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du sous-programme. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la prise en compte des droits de l'homme dans les programmes et activités des Nations Unies consacrés à l'état de droit, évoquée à l'alinéa a) du paragraphe 19.9. Il a été dit qu'à l'alinéa c) de ce même paragraphe, l'importance accordée à la promotion de l'intégration effective des droits de l'homme dans les programmes de développement ne devait pas être une excuse pour poser des conditions à l'octroi de l'aide au développement.

10. On a estimé que la réduction de la pauvreté, les conseils techniques, le tissage de relations, l'aide et les échanges commerciaux étaient tous devenus très importants et touchaient l'existence de nombreuses personnes. L'objectif du sous-programme 1 B (Droit au développement) n'était donc pas énoncé clairement et l'on risquait de se heurter à des obstacles au moment de mettre en œuvre ce sous-programme. Il a aussi été dit qu'il fallait promouvoir le droit au développement et lui accorder toute l'attention voulue.

11. Une question a été posée au sujet de la signification des « mécanismes démocratiques » évoqués dans la réalisation escomptée e) du sous-programme 1 C (Recherche et analyse). Certains ont dit que l'on ne savait pas précisément sur quelle base le Haut-Commissariat se fonderait pour assurer le suivi des activités de promotion des droits de l'homme et la surveillance de la situation en matière de droits de l'homme, comme indiqué dans la réalisation escomptée f) du sous-programme 1 C. Il semblait donc que le Haut-Commissariat allait outrepasser son mandat. Il a été avancé que le libellé de la réalisation escomptée a) du sous-programme 1 C devrait reprendre celui du plan-programme biennal pour 2008-2009, auquel il faudrait ajouter le mot « forcée » après « victimes de la traite », pour rendre compte des termes utilisés dans la résolution 61/177 de l'Assemblée générale. Il a en outre été dit que l'ajout des mots « les handicapés » faisait clairement apparaître la volonté de respecter la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif. D'autres intervenants ont dit que la réalisation escomptée a) du sous-programme 1 C n'allait pas assez loin vis-à-vis de la Conférence d'examen de Durban.

12. À propos du sous-programme 2, certains ont estimé qu'il fallait supprimer dans la version anglaise de l'objectif la référence au système des Nations Unies (« United Nations »). Une question a en outre été posée au sujet des termes « les acteurs nationaux et internationaux » dans la réalisation escomptée c).

13. Il a été dit que dans l'objectif du sous-programme 3, la référence à la participation du Secrétariat « aux activités menées » était peu percutante. Des précisions ont aussi été demandées au sujet de la signification de « protection of », dans la version anglaise de l'objectif. Au sujet du même sous-programme, certains ont demandé des renseignements sur les bureaux extérieurs et les bureaux de pays du Haut-Commissariat et leurs relations avec les missions de maintien de la paix et de consolidation de la paix, y compris des informations sur les ressources consacrées à ces activités.

14. On a demandé quelle logique sous-tendait le regroupement de tous les organismes des Nations Unies créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme dans le sous-programme 2. Des précisions ont en outre été demandées au sujet de l'appui administratif consolidé devant être fourni au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires au titre du sous-programme 4. Il a aussi été dit que certaines tâches prescrites au titre du sous-programme 4 semblaient se recouper et qu'il fallait donc préciser comment de telles redondances pouvaient être évitées.

15. Bien que le Comité ait eu un échange de vues, plusieurs délégations ont déploré n'avoir pu, en raison du manque de temps, examiner les amendements proposés par les délégations.

Conclusions et recommandations

16. En raison du manque de temps, le Comité a recommandé au Président de sa quarante-huitième session de transmettre les conclusions et amendements proposés au titre du programme 19 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2010-2011 au Président de la Troisième Commission à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

17. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de renvoyer le programme 19 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2010-2011 à la Troisième Commission pour qu'elle l'examine et y donne suite, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Planification des programmes ».
